

# Glossaire de la politique partenariale d'attribution du logement social

*Service Gestion du logement social et de l'Hébergement de Grenoble-Alpes Métropole*

<b>ABREVIATION</b>	<b>SIGNIFICATION</b>	<b>DEFINITION</b>
<b>AAH</b>	Allocation aux adultes handicapés	Aide financière permettant d'assurer un revenu minimum aux personnes en situation de handicap. Demande faite auprès de la MDA et allocation versée ensuite par la CAF.
<b>Action Logement service</b>		Groupe reconnu d'utilité sociale, gérant la PEEC versée par les entreprises pour accompagner les salariés dans leur mobilité résidentielle et professionnelle et financer des logements sociaux.
<b>AHI</b>	Structures d'Accueil, d'hébergement et d'insertion	Il existe deux types de structures : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Structure d'hébergement d'urgence</li> <li>- Structure d'hébergement d'insertion</li> </ul>
<b>AL'in</b>		Nouvelle plateforme locative d'Action Logement.
<b>ALUR</b>	Accès au Logement et Urbanisme Rénové	Loi de 2014 visant l'amélioration de l'accès au droit au logement. Elle promeut 5 mesures : lutte contre l'habitat indigne, offre de construction, encadrement de la location, développement de l'urbanisme, création d'organismes de foncier solidaire.
<b>AVDL</b>	Accompagnement vers et dans le logement	Accompagnement renforcé proposé à un ménage rencontrant un problème d'accès ou de maintien dans un logement en raison de difficultés financières et/ou d'insertion sociale.
<b>CALEOL</b>	Commission d'attribution des logements et d'examen de l'occupation des logements	Instance décisionnaire en matière d'attribution des logements.
<b>CCAPEX</b>	Commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives	Elle vise à piloter la stratégie de prévention des expulsions et à coordonner l'action des différents acteurs dans un département.

<b>CHRS</b>	Centre d'hébergement et de réinsertion sociale	Etablissement intervenant dans le domaine de l'accueil, de l'hébergement et de la réinsertion sociale et professionnelle des personnes en situation d'exclusion.
<b>CIA</b>	Convention intercommunale d'attribution	Convention regroupant les orientations en matière d'attribution de logements sociaux approuvées en Conseil Métropolitain. Elle vient en préciser le sens politique et la mise en œuvre opérationnelle.
<b>Club des acteurs</b>		Coordination/réunion technique regroupant les agents des guichets d'accueil de niveaux 1, 2 et 3.
<b>CMS</b>	Chargés de Missions sociales	Travailleur social affilié à un service logement. Reçoit les demandeurs de logements sociaux ayant des difficultés d'accès au logement.
<b>Cotation de la demande de logement social</b>		Système d'aide à la décision consistant à attribuer des points au dossier des demandeurs de logement social en fonction de critères objectifs établis préalablement.
<b>CTOM</b>	Convention territoriale d'objectifs et de moyens	Issue de la CIA, elle permet aux acteurs partenaires à l'échelle de chaque commune de la Métropole de s'engager sur des objectifs communs.
<b>DALO</b>	Droit au logement opposable	Le DALO permet aux personnes mal logées de faire valoir leur droit à un logement ou hébergement digne si aucun logement adapté à la situation du demandeur ne lui a été proposé.
<b>DAHO</b>	Droit à l'hébergement opposable	
<b>DIHAL</b>	Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement – Service de l'Etat	En charge d'assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des priorités de l'Etat en matière d'hébergement et d'accès au logement des personnes sans-abri ou mal logées.
<b>ELAN</b>	Loi pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique	Adoptée en 2018, la loi a pour objectifs : construire plus, mieux et moins cher ; restructurer et renforcer le secteur du logement social ; répondre aux besoins de chacun et favoriser la mixité sociale ; améliorer le cadre de vie et renforcer la cohésion sociale.

<b>FNAL</b>	Fond national d'aide au logement	Contribution prélevée auprès de toutes les entreprises pour financer l'aide personnalisée au logement.
<b>FSL</b>	Fond de solidarité logement	Aide départementale accordée sous forme de prêts et/ou subventions au locataire ayant des difficultés à payer son loyer ou pour l'accès au logement (dépôt de garantie, garantie financière, aide au 1 <sup>er</sup> mois, aide à l'assurance habitation...)
<b>Gestion en flux</b>		Décret paru en février 2020 s'inscrivant dans la continuité de la loi ELAN. Avec la gestion en flux les réservations ne portent plus sur des logements identifiés par programme (comme pour la gestion en stock) mais sur un flux annuel de logements. On résonne en volume pour déterminer les droits de chaque réservataire.
<b>Guichet d'accueil</b>		Les guichets d'accueil et d'information métropolitains peuvent informer les demandeurs sur les démarches à faire, enregistrer et mettre à jour les demandes de logement social sur le territoire.
<b>ILSOA</b>	Instance locale de suivi des objectifs d'attribution	Pilier du suivi opérationnel de la politique d'attribution métropolitaine à l'échelle communale.
<b>IML</b>	Intermédiation locative	Dispositif permettant de loger des ménages en difficulté dans le parc privé. L'intervention d'un tiers social entre le locataire et le bailleur permet de sécuriser les loyers et simplifier les relations locatives.
<b>LEC</b>	Loi Egalité et Citoyenneté	Loi promulguée en janvier 2017, elle initie des mesures structurantes dans le domaine du logement social notamment en matière de mixité sociale et de lutte contre les phénomènes de ségrégation territoriale.
<b>Location active</b>		Elle consiste à informer le demandeur des logements disponibles en l'invitant à se positionner directement sur le logement qu'il souhaite via le site Bienvéo.fr. Cela concerne un logement libre sur 5.
<b>Logement d'Abord</b>		Le plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme,

		a pour ambition de diminuer de manière significative le nombre de personnes sans domicile d'ici 2022, en privilégiant des solutions pérennes de retour au logement, plutôt que la multiplication de réponses d'hébergement de court terme.
<b>Ménages GAM</b>		Ménages identifiés localement comme étant « super prioritaires » sur le territoire métropolitain. Les ménages 1 <sup>er</sup> quartile en font tous partie.
<b>MOUS</b>	Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale	Elle a pour objectif de promouvoir l'accès au logement des personnes et famille défavorisées. C'est un outil du plan départemental pour le logement des personnes défavorisées.
<b>OPAH</b>	Opération programmée d'amélioration de l'habitat	Convention passée entre une collectivité, l'Etat et l'ANAH en vue de requalifier ou réhabiliter un quartier bâti.
<b>OPS</b>	Occupation du parc social	Enquête réalisée par les bailleurs sociaux à partir des données personnelles des occupants afin de mieux qualifier l'offre, orienter les attributions et identifier les ménages en situation de précarité énergétique.
<b>Outil Géo</b>		Application numérique regroupant des données à jour de plusieurs bases de données (OPS, SNE, RPLS) permettant aux agents des guichets d'accueil d'avoir un référentiel commun et une connaissance fine du parc de logement social sur le territoire métropolitain dans le but de renseigner au mieux les demandeurs.
<b>PALHDI</b>	Plan départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des personnes Défavorisées en Isère	Il définit les mesures permettant à toute personne ou famille en difficulté d'accéder ou de se maintenir dans un logement décent et indépendant. Il est co-piloté par l'Etat et le Département de l'Isère.
<b>PEEC</b>	Participation des employeurs à l'effort de construction	Egalement appelé dispositif du 1% logement, c'est un investissement directement versé par les employeurs en faveur du logement des salariés.
<b>PLAI</b>	Prêt locatif aidé d'insertion	Les logements PLAI sont attribués aux locataires en situation de grande précarité.

<b>PLS</b>	Prêt locatif social	Les logements PLS sont attribués aux candidats locataires ne pouvant prétendre aux locations HLM mais ne disposant pas de revenus suffisants pour se loger dans le privé.
<b>PLUS</b>	Prêt locatif à usage social	Il permet de financer la construction ou l'achat de logements dans un objectif de mixité sociale. C'est le dispositif auquel recourent le plus fréquemment les bailleurs sociaux.
<b>Pôle Habitat Social</b>		Lieu d'enregistrement des demandes de logements sociaux de l'agglomération grenobloise.
<b>PNRU</b>	Programme national pour la rénovation urbaine	Les objectifs du programme sont : rénover et améliorer le cadre et les conditions de vie des habitants, offrir un nouvel environnement pour travailler et des espaces pour vivre, faciliter l'accès et l'ouverture de plus de 500 quartiers en France.
<b>PPGD</b>	Plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur	Prévu dans le cadre de la loi ALUR il permet que l'ensemble des acteurs intervenant dans la demande de logement social au sein du territoire métropolitain, partagent une vision homogène et exhaustive des modalités d'accueil et d'information des demandeurs sur le territoire. Une des traductions opérationnelles du PPGD est la mise en place du service métropolitain d'accueil et d'information du demandeur de logement social.
<b>PLH</b>	Programme local de l'habitat	Outil de définition et de pilotage de la politique locale de l'Habitat. Elaboré en partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux, il définit les objectifs et principes de la collectivité pour répondre aux besoins en logements et assurer une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre.
<b>QPV</b>	Quartier politique de la ville	La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité envers les quartiers les plus défavorisés. Elle vise à améliorer les conditions de vie des habitants en mobilisant toutes les politiques publiques.

<b>Quartiles</b>		<p>Les revenus des demandeurs de logement social sont ventilés par quartiles de revenus. La LEC fixe les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 25 % des attributions suivies de baux signés réalisées hors des QPV devront bénéficier à des ménages appartenant au 1er quartile</li> <li>- 50% des attributions en QPV seront destinées aux ménages des trois autres quartiles des demandeurs</li> </ul>
<b>Réseau CMS</b>	Réseau Chargés de Missions sociales	<p>Réseau créé dans le cadre du PPDG et du service métropolitain d'accueil et d'information des demandeurs qui a pour but de renforcer les liens et le partenariat entre les travailleurs sociaux intervenant au sein des guichets d'accueil de niveau 3.</p> <p>Il permet d'échanger sur les sujets suivants : les rôles des CMS, échanges de pratiques, informations sur des notions et/ou démarches spécifiques, etc.</p>
<b>Reste à vivre</b>		Revenu dont le foyer dispose pour vivre un mois après le paiement des charges fixes.
<b>RPLS</b>	Répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux	Il a pour objectif de dresser l'état global du parc de logements locatifs « ordinaires » des bailleurs sociaux au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année de collecte.
<b>Service métropolitain d'accueil et d'information du demandeur de logement social</b>		Un axe fort et opérationnel du PPDG mis en place par l'EPCI. Au sein de Grenoble-Alpes Métropole le service est mis en place en 2016. Trois principaux objectifs chapotent l'élaboration du cahier des charges : proximité avec l'habitant, homogénéité du service, équité de traitement.
<b>SIAO</b>	Service intégré d'accueil et d'orientation	Structure rapprochant offre et demande d'hébergement (urgence et insertion).
<b>SNE</b>	Système national d'enregistrement	Système d'information regroupant l'ensemble des demandes de logement social et faisant suite à l'ancien logiciel Etoil. Seuls les professionnels du logement y ont accès.

<b>SRU</b>	Loi Solidarité et Renouvellement Urbain	La loi, parue en 2000, modifie en profondeur le droit de l'urbanisme et du logement en France. Elle impose notamment à certaines communes de disposer d'un nombre minimum de logements sociaux.
<b>Taux d'effort</b>		C'est le rapport entre la somme des dépenses liées à l'habitation principale et les revenus des ménages.
<b>TFPB</b>	Taxe foncière sur les propriétés bâties	Impôt local qui concerne les propriétaires ou usufruitiers d'une propriété bâtie au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition.
<b>Un chez soi d'abord</b>		Dispositif d'accès au logement direct pour les personnes à la rue présentant des pathologies psychiatriques.
<b>VEFA</b>	Vente en futur état d'achèvement	Vente sur plan de construction. L'acheteur du bien est propriétaire du terrain, des constructions immobilières existantes et des constructions à venir jusqu'à l'achèvement total des travaux.